



PREFECTURE DU PUY-DE-DÔME

Direction régionale de l'industrie,
de la recherche et de l'environnement

ARRETE COMPLEMENTAIRE n° 06/00680

Prescrivant à la société REPOL la réalisation d'un diagnostic initial de pollution des sols, d'une évaluation simplifiée des risques et d'un dossier de déclaration de cessation d'activité

Le Préfet de la région Auvergne
préfet du Puy-de-Dôme
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.512-7 et L 512-14 ;

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, notamment ses articles 18, 24 et 34 pris pour son application ;

Vu le décret n°2005.1170 du 13 septembre 2005 modifiant le décret ci-avant ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 9800357 du 6 juillet 1998 autorisant la société REPOL à exploiter une unité de formulation de matières plastiques sur la commune d'Issoire ;

Vu l'arrêté préfectoral de suspension de l'activité de la société REPOL sur l'ensemble de son site du 6 août 2002 ;

Vu le rapport de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement Auvergne en date du 16 novembre 2005 ;

Vu l'avis de conseil départemental d'hygiène en sa séance du 20 janvier 2006 ;

Vu la loi n° 2000-231 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Considérant que le préfet peut inscrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires les conséquences d'un accident (ou incident) survenu dans une installation classée ;

Considérant qu'un sinistre a détruit une partie importante des installations le 29 juillet 2002 et qu'il est susceptible d'avoir occasionné une pollution des sols et des eaux souterraines ;

Considérant que toute activité sur le site a cessé depuis cette date ;

Considérant qu'il convient d'évaluer les conséquences du sinistre sur les sols et sur la qualité des eaux souterraines ;

Considérant qu'il conviendrait, par la suite de traiter de façon adéquate et suivant les règles de l'art les matériaux pollués, et de décontaminer les sols et eaux dans des conditions satisfaisantes pour l'environnement ;

Considérant que des déchets ou produits de déchets sont encore présents sur le site ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture du Puy-de-Dôme ;

A R R E T E

ARTICLE 1^{er}

La société REPOL, installée dans le Parc industriel de Laval, 63500 Issoire est tenue de procéder à la notification de cessation d'activité pour son site exploité à cette même adresse, conformément aux dispositions de l'article 34.1(I à III) du n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié. A cet effet, elle est tenue de réaliser un dossier comprenant :

- un mémoire précisant les mesures prises pour mettre en sécurité le site (évacuation des produits dangereux, limitations d'accès, suppression des risques d'incendie et d'explosion...) ;
- les plans actualisés du site ;
- toute étude rendue nécessaire pour évaluer la situation environnementale du site et notamment celle visée à l'article 2 du présent arrêté ;
- la description des usages successifs du site, ainsi que des propositions sur le type d'usage futur du site qu'elle envisage de considérer.

Ce dossier est transmis au préfet du Puy-de-Dôme et au maire de la commune d'Issoire dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2

La société REPOL, est tenue de faire réaliser sur l'ensemble de son site :

- ✓ un diagnostic initial de pollution des sols,
- ✓ une évaluation simplifiée des risques,

Conformément au guide méthodologique « gestion des sites et sols (potentiellement) pollués »(dans sa dernière version) élaboré par le ministère de l'écologie et du développement durable.

L'ensemble de cette étude devra être effectué par un organisme spécialisé.

ARTICLE 3

En fonction des conclusions figurant au rapport final, des travaux de dépollution adaptés pourront être demandés par l'inspection des installations classées.

Le traitement, hors du site des produits contaminés, déchets, terres souillées..., devra être réalisé selon des filières spécialisées et dûment autorisées.

ARTICLE 4

La société REPOL est tenue de prendre ses dispositions pour éviter toute intrusion sur son site et dans les bâtiments.

En outre, les installations présentes sur le site devront être démantelées.

Elle est tenue de faire évacuer, en vue de leur traitement éventuel et selon des filières adaptées, tous les déchets et matériaux encore entreposés sur son site, dans un délai de **deux mois** à compter de la date de notification du présent arrêté.

Les justificatifs devront être tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 5

En cas de non-respect du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L 514-11 (III) du code de l'environnement, sans préjudice des poursuites pénales qui pourraient être engagées.

ARTICLE 6

La présente décision ne peut être déférée que devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand. Le délai de recours est de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

ARTICLE 7

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie d'Issoire pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à ladite mairie pendant une durée minimum de un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.

Le même extrait sera affiché en permanence et de façon visible dans l'établissement par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département du Puy-de-Dôme.

ARTICLE 8

Le présent arrêté sera notifié à la société REPOL.

Copie en sera adressée à :

- Monsieur le sous-préfet d'Issoire,
- Monsieur le maire d'Issoire,
- Monsieur le président du SIVOM de l'agglomération d'Issoire-Le Broc,
- Monsieur le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement,
- Monsieur le chef du groupe de subdivisions Allier et Puy-de-Dôme de la DRIRE à Clermont-Ferrand,
- Monsieur le directeur régional de l'environnement,

chargés, chacun en ce qui le concerne, de son exécution

A Clermont-Ferrand le 17 février 2006

Signé :

Le Préfet

Pour le préfet et par délégation

Le Secrétaire général

Jean-Pierre CAZENAVE-LACROUTS